agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/INDONESIE - Eglises fermées, interdictions et menaces faites aux chrétiens : les autorités s'opposent à la profession de la foi à Sumatra

Medan (Agence Fides) – Intimidations faites aux chrétiens, interdictions de se réunir pour prier, fermeture d'églises, complaisance des autorités civiles : le cadre concernant la liberté de religion des chrétiens à Sumatra tracé par le Père Markus Manurung, OFM Cap, prêtre de Medan et responsable de la Commission Justice et Paix de la Province des frères Capucins dans l'île est pour le moins préoccupant. « Dans l'île de Sumatra – explique le Père Manurung a Fides – on compte six Diocèses : les Archidiocèses de Medan et Palembang et les Diocèses de Sibolga, Padang, Pangkal Pinang et Tanjung Karang. Des problèmes concernent actuellement les chrétiens de Padang, Medan et Sibolga. A Padang, dans des zones rurales et dans des territoires isolés, existent des églises qui, malgré de longues procédures bureaucratiques, n'ont jamais obtenu de permis de construire ou d'autorisations afin de pouvoir être restaurées. A la communauté de Tirtanadi, le permis de fonder une église n'a pas été accordé et il est interdit aux fidèles de se réunir pour prier. L'église de la zone ouest de Pasuruan Ijin ne parvient pas à obtenir le permis nécessaire pour effectuer les réparations indispensables. C'est également le cas de l'église de Tembilahan, endommagée par un incendie et où les fidèles se réunissent entre les murs encore noircis. Par ailleurs, les fidèles n'ont pas le droit de se réunir dans l'église de Sawalunto. A Bukit Tinggi, a été refusée l'autorisation de créer une nouvelle église, tout comme cela a été le cas à Kerinci-Kayu Aru. L'église de Pasir Pangarean s'est quant à elle vu révoquer la licence, déjà contestée par le passé ».
Au sein de l'Archidiocèse de Medan, les obstacles les plus importants se rencontrent dans la province d'Aceh, dans le nord de Sumatra où est en vigueur la charia, même si celle-ci ne s'applique qu'aux communautés musulmanes. Toutefois, l'influence des groupes radicaux est très forte, indique à Fides le Père Teguh Bernard O Carm, prêtre catholique local. Le Père Teguh, Curé de l'église de Sidikalang, dans le district de Singkil, en province d'Aceh, raconte à Fides les dernières adversités subies par la communauté chrétienne (voir Fides 21/05/2012). « L'Islamic Defender Forum, composé par des organisations radicales, exerce des pressions sur le gouvernement afin de faire fermer les églises qui sont considérées comme illégales, les églises non autorisées ou les salles de prière. Le gouvernement local, craignant ces organisations violentes, cède ». Par le passé, explique le Curé, un règlement local approuvé en 1979 et mis à jour en 2001, établissait que, pour conserver l'harmonie religieuse, le nombre des églises était limité. « Mais – remarque le Père Bernard – aucune distinction n'est faite entre églises catholiques et protestantes. En appliquant de manière restrictive le règlement, des responsables du gouvernement, des agents de police et des membres de groupes radicaux islamiques ont fait fermer en mai 23 églises de différentes dénominations : 11 églises de la GKPPD (Protestant Christian Church of Pakpak Dairi), 6 de l'église évangélique d'Indonésie, 3 églises catholiques, 2 de l'église méthodiste GMI (Gereja Methodist Indonesia), une de l'église HKI (Huria Kristen Indonesia) ». Les trois églises catholiques sont celles situées dans les districts de Balno Lae et de Suka Makmur (Diocèse de Sibolga) et celle du district de Madumpang, dans l'Archidiocèse de Medan.
Le Père Bernard indique que « certaines communautés protestantes veulent lutter contre les radicaux islamiques afin d'empêcher de tels abus et ceci pourrait causer violence et conflits. Nous cherchons pour notre part à obtenir une rencontre avec les responsables tribaux locaux et avec les autorités civiles afin de dialoguer et de soulever les questions relatives au respect des droits humains et de la liberté religieuse ». (PA) (Agence Fides 31/05/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it